

Communiqué de presse

Paris, le 20/03/2013

L'IEDOM publie une étude sur les performances économiques et financières des entreprises des DOM entre 2002 et 2010

Cette étude est réalisée à partir de l'exploitation des données du Fichier Bancaire des Entreprises (FIBEN) sur la période 2002-2010 pour la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et La Réunion. Elle permet d'analyser en tendance les performances économiques et financières des entreprises des DOM et d'observer la façon dont elles ont traversé la crise jusqu'en 2010.

Les principaux enseignements qui s'en dégagent peuvent se résumer comme suit :

- Malgré les contraintes spécifiques qui caractérisent leur environnement, les entreprises des DOM ont fait preuve d'un réel dynamisme illustré par des taux de création et de pérennité élevés ;
- Sur la période de forte croissance avant la crise de 2008, les entreprises de l'échantillon apparaissent relativement performantes par rapport aux entreprises de l'hexagone. Elles ont été globalement plus rentables : les marges moyennes sont plus élevées, en partie du fait de la part significative, au sein de l'échantillon, des entreprises filiales de groupes dotées de capacités de négociations plus importantes ;
- Les entreprises de l'échantillon ont montré une certaine résilience sur la période, même si elles ont subi elles aussi, à l'instar des entreprises de l'hexagone, les conséquences de la crise économique auxquelles se sont ajoutées les crises sociales de 2009 aux Antilles.
- Dans ce contexte difficile, elles ont commencé à ajuster leurs charges d'exploitation dès 2009. A l'exception de La Réunion, les taux de marge se redressent à partir de 2010 avec la reprise de l'activité.

L'étude met également en évidence un certain nombre de spécificités, comme l'importance des délais de règlement – clients et fournisseurs – et celle des besoins en fonds de roulement.

L'Institut d'Emission des Départements d'Outre-Mer, banque centrale déléguée, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, assume également de nombreuses missions de service public qui font de lui un irremplaçable observateur de la vie économique, financière et bancaire des cinq départements d'Outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane française, La Réunion, Mayotte) et des collectivités de St-Pierre-et-Miquelon, St-Barthélemy et St-Martin.